



UNION INTERPARLEMENTAIRE

Première Commission : débat général

DECLARATION de l'Ambassadrice Anda Filip, Observatrice permanente de l'UIP
Nations Unies, 12 octobre 2010

Monsieur le Président,

Je commencerai en vous félicitant M. le Président, ainsi que le Bureau de la Première Commission, de votre élection à la tête de la Commission dont vous conduirez les travaux durant cette soixante-cinquième session de l'Assemblée générale. Nous tenons à vous assurer de notre plein appui dans cette importante fonction.

Je saisis cette occasion pour évoquer les questions de désarmement et de non-prolifération nucléaires, sous l'angle des activités récentes de l'Union interparlementaire et de ses parlements membres dans ce domaine.

Le désarmement et la non-prolifération nucléaires sont un dossier où, de manière générale, l'institution parlementaire n'a pas joué jusqu'à présent un rôle de premier plan. Toutefois, cette situation est en train de changer et les parlements sont plus nombreux aujourd'hui à scruter plus attentivement les politiques nationales en matière de défense, de sécurité et de désarmement. En outre, il apparaît de plus en plus clairement que pour renforcer la volonté politique nécessaire aux progrès du désarmement nucléaire, il faut impliquer les législateurs et en intégrer les vues dans les processus nationaux et internationaux.

Dans le monde entier, les parlementaires relèvent aujourd'hui le défi. La résolution politique *Promouvoir la non-prolifération et le désarmement nucléaires et assurer l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires* adoptée par consensus par l'UIP en avril 2009 est un outil précieux à cet égard. Cette résolution, diffusée à l'Assemblée générale des Nations Unies et à laquelle nous nous sommes référés au cours de la première session de la Commission l'an dernier, fait des recommandations pratiques sur ce que les parlements peuvent faire pour assurer la ratification universelle du TICE, promouvoir la proposition en cinq points du Secrétaire général de l'ONU pour le désarmement nucléaire, et soutenir un certain nombre de mesures parallèles comme la réduction des arsenaux nucléaires, la création de zones exemptes d'armes nucléaires et l'ouverture de négociations en vue d'un traité sur les matières fissiles.

Nous sommes en train de recenser et d'évaluer les diverses initiatives parlementaires prises pour mettre en œuvre certaines des recommandations de la résolution susmentionnée. Notre rapport en est encore au stade préliminaire mais des informations très intéressantes nous ont déjà été communiquées par un certain nombre de Parlements membres.

Je n'en citerai que quelques exemples : les parlements de l'Angola, de la Chine et du Pakistan ont adopté des lois régissant l'utilisation, le transport et le transfert des technologies et des matières nucléaires conformément aux normes internationales. Les parlements de la Mongolie et de la Nouvelle-Zélande ont adopté des textes de loi réprimant les activités liées aux armes nucléaires, et le Parlement norvégien a voté une loi qui prive les sociétés impliquées dans la production d'armes nucléaires, et de leurs vecteurs, des investissements des Caisses de retraite publiques. Les autres exemples abondent.

Lors de la Conférence d'examen du TNP à New York en mai, plusieurs dizaines de législateurs se sont joints à leurs délégations nationales pour suivre les travaux de la réunion. Au cours de la première semaine de débats de haut niveau, l'UIP a organisé deux réunions parlementaires, en étroite

coopération avec le réseau Parlementaires pour la non-prolifération et le désarmement nucléaire (PNND), partenaire dont nous apprécions beaucoup le travail. Le Secrétaire général a pris part à l'une de ces deux réunions en tant qu'orateur principal, et les parlementaires ont pu exposer leurs perspectives propres et débattre des mesures qui pourraient contribuer à lancer une dynamique politique de progrès dans ce domaine. Les législateurs ont indiqué que des résolutions parlementaires soutenant la proposition en cinq points du Secrétaire général et/ou l'ouverture de négociations pour une convention sur les armes nucléaires avaient été adoptées dans un certain nombre de parlements (Allemagne, Autriche, Bangladesh, Costa Rica, Italie, Nouvelle-Zélande, Norvège et Parlement européen), et présentées dans d'autres parlements, dont ceux des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni. Plusieurs autres parlements se préparent à leur emboîter le pas.

Les principaux messages issus de ces manifestations parlementaires sont :

- les responsables politiques et les diplomates ne doivent pas sous-estimer la dynamique qui se développe en faveur du désarmement nucléaire - et ils ne doivent pas hésiter à tenter une avancée historique;
- les dispositifs de non-prolifération que sont, par exemple, les zones exemptes d'armes nucléaires peuvent jouer un rôle clé dans la mise en place des composantes institutionnelles et techniques nécessaires à un monde exempt d'armes nucléaires;
- les parlementaires des pays entretenant des relations de dissuasion nucléaire élargie peuvent soutenir le désarmement nucléaire en plaidant pour l'élimination progressive du rôle des armes nucléaires dans leurs doctrines de sécurité;
- le désarmement et l'éducation à la paix sont indispensables pour édifier une base politique de soutien à l'action des parlements et des gouvernements en faveur du désarmement nucléaire;
- enfin, la collaboration entre législateurs, gouvernements et société civile est nécessaire au succès de l'initiative, et elle doit être mise en œuvre avec davantage de vigueur.

Monsieur le Président,

La nécessité impérieuse d'une action pour le désarmement nucléaire a été soulignée tout récemment et à un niveau très élevé, à l'occasion de la troisième Conférence mondiale des Présidents de Parlement. Dans la Déclaration qui en est issue, axée sur le renforcement de la responsabilité démocratique mondiale pour le bien commun, les dirigeants parlementaires du monde entier se sont engagés à soutenir les initiatives en cours vers un monde exempt d'armes nucléaires.

A la 123^{ème} Assemblée de l'UIP tenue la semaine dernière à Genève, des consultations ont eu lieu avec des délégations parlementaires pluripartites de plusieurs pays ayant signé le TICE, où la ratification ne devrait pas poser de grands problèmes. Nous espérons que cette sensibilisation à l'importance du TICE contribuera à des avancées vers l'entrée en vigueur de cet instrument international essentiel.

Pour ce qui concerne l'UIP, nous nous engageons à continuer à travailler étroitement avec les Parlements membres et nos partenaires pour faire avancer la cause du désarmement et de la non-prolifération.

Je vous remercie de votre attention.